

CIVIS

contrat d'insertion dans la vie sociale



- Un droit à l'accompagnement est instauré : il a pour but l'accès à la vie professionnelle, pour toute personne de 16 à 25 ans révolus en difficulté et confrontée à un risque d'exclusion professionnelle.
- Le CIVIS est le cadre principal de cet accompagnement, avec des modalités renforcées pour les jeunes sans qualification. Ce contrat ouvre la possibilité pour les jeunes en parcours d'insertion de bénéficier d'une allocation dès leur majorité.

Le plan de cohésion sociale, notamment à travers le programme 2 « Accompagner 800 000 jeunes en difficulté vers l'emploi durable », accorde une priorité aux jeunes sortis sans qualification du système scolaire, en prévoyant en leur faveur un renforcement des actions d'accompagnement vers l'emploi et une incitation à l'embauche plus forte pour les employeurs faisant l'effort de les recruter (contrat jeune en entreprise) ou de les former (contrat d'apprentissage). Cet accompagnement est conçu à partir d'une approche globale des difficultés rencontrées par les jeunes (accès au logement, aux soins, mobilité...).

La loi de programmation pour la cohésion sociale du 18 janvier 2005 confie aux missions locales et PAIO le soin de garantir ce droit à l'accompagnement et de mettre en œuvre le CIVIS. Les Régions, au travers de leurs compétences propres, sont appelées à être partenaires de ces actions.

■ Quels jeunes ?

■ Le CIVIS s'adresse aux jeunes de 16 ans à 25 ans révolus dont le niveau de formation est inférieur ou équivalent à un diplôme de fin de second cycle long (niveau de formation Bac + 2 non validé) et tout particulièrement aux jeunes sans qualification.



■ Quelles caractéristiques ?

Le CIVIS est mis en œuvre au nom de l'État par les missions locales ou les permanences d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO).

Il comprend :

- un accompagnement personnalisé et régulier pour la construction d'un parcours d'insertion professionnelle, assuré par un conseiller d'une mission locale ou d'une PAIO ;
- pour les jeunes sans qualification, un accompagnement par un référent unique pour toute la durée du contrat avec l'objectif de les orienter prioritairement vers les métiers qui recrutent ;
- le bénéfice du régime général de la sécurité sociale pendant les périodes où le jeune ne bénéficie d'aucune protection sociale ;
- la possibilité d'un soutien de l'État sous la forme d'une allocation pouvant atteindre 900 € par an versée pendant les périodes où le jeune majeur ne reçoit aucune rémunération (emploi, formation) ou allocation ;
- si besoin, un accompagnement social destiné à faciliter l'autonomie du jeune et à lever les obstacles à son insertion professionnelle. Des actions d'aide à la maîtrise de l'écriture et de la lecture peuvent également être proposées.

■ Quelle durée ?

Le CIVIS est conclu pour une durée d'un an. Il prend fin :

- quand le jeune accède à un emploi (CDI ou CDD d'au moins six mois hors contrats aidés du secteur non marchand) ;
- six mois après qu'il ait créé ou repris une activité non salariée ;
- à 26 ans. D'autres mesures prennent le relais : CIE, CAE... ;
- avant son terme, en cas de non respect des engagements contractuels...

Il peut être renouvelé sous certaines conditions :

- un jeune sorti du système scolaire sans diplôme, ni qualification (niveaux Vbis et VI), peut renouveler le CIVIS par périodes successives d'une année, jusqu'à ce qu'il ait trouvé un emploi d'une durée au moins égale à six mois ou jusqu'à son 26^e anniversaire ;
- un jeune, titulaire d'un CAP ou d'un BEP (niveau V) ou, dont le niveau de formation est inférieur à un diplôme de fin de second cycle long (niveau IV, baccalauréat validé, BTS non validé, DUT non validé, DEUG non validé...), peut renouveler une fois le CIVIS.

➤ À qui s'adresser ?

- Missions locales et permanences d'accueil, d'information et d'orientation
- Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DDTEFP)
- Info emploi 0825 347 347 (0,15 €/mn)
- www.cohesionsociale.gouv.fr

➤ Pour aller plus loin

- Code du travail : articles L.322-4-17-1 à L.322-4-17-4 et D.322-10-5 à D.322-10-11
- Circulaire n° 2005-09 du 19 mars 2005 relative à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes

➤ LE FONDS POUR L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES (FIPJ)

Le service public de l'emploi détermine l'utilisation la plus appropriée du FIPJ qui finance les actions complémentaires à l'accompagnement.

➤ LE MONTANT DE L'ALLOCATION MENSUELLE

est estimé par la mission locale ou la PAIO, de 300 € maximum et à concurrence de 900 € par an. Le calcul se fait à partir du nombre de jours non rémunérés, à raison d'un montant journalier compris entre 5 et 10 €. Les informations (périodes rémunérées et montants) sont communiquées chaque mois par le bénéficiaire, qui en certifie la sincérité sous peine de reversement des sommes perçues. En cas de non-respect des engagements, l'allocation peut être suspendue ou supprimée.